

Résolution sur la conférence de révision du traité de non-prolifération prévue pour 2005 et les armes nucléaires en Corée du Nord et en Iran

2005/2518(RSP) - 10/03/2005 - Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité

Le Parlement a adopté une résolution qui demande à l'UE de présenter un front commun lors de la prochaine Conférence de révision du traité de non-prolifération, soulignant que ce traité est essentiel pour empêcher la diffusion des armes nucléaires. Il invite l'Union à collaborer avec ses partenaires internationaux, y compris l'OTAN, afin de définir une politique visant à empêcher les terroristes, ou ceux qui les abritent, de se procurer des armes ou des matières de destruction massive. Il prie tous les États, et particulièrement ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, de ne fournir ni aide ni encouragement aux États qui chercheraient à acquérir des armes nucléaires ou d'autres dispositifs d'explosion nucléaire, notamment les États qui ne sont pas parties au TNP.

Le Parlement prie le Conseil et la Commission d'élaborer un programme visant à prévenir la prolifération dans le monde des matières, des techniques et des savoir-faire nucléaires. Ils devraient également présenter une proposition incitant les États membres de l'UE et les États tiers qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les protocoles de l'AIEA. L'Union est invitée à œuvrer résolument en faveur de l'établissement de la convention modèle sur les armes nucléaires.

La résolution souligne l'importance de signer et de ratifier rapidement le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) afin qu'il puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais. Elle lance un appel aux États-Unis afin qu'ils cessent de développer de nouvelles générations d'armes nucléaires de théâtre (bunker busters: bombes antibunker) et qu'ils signent et ratifient le TICE. Elle invite également les États-Unis à clarifier la situation concernant la quantité et les objectifs stratégiques de leurs arsenaux nucléaires tactiques stationnés sur des bases européennes.

Le Parlement invite Israël, l'Inde et le Pakistan à devenir États signataires du TNP.

Le Parlement exprime ses inquiétudes concernant le programme nucléaire de l'Iran et demande au Conseil de faire pression sur le gouvernement russe en vue d'obtenir des garanties pour que sa livraison de matière nucléaire à l'Iran soit réservée à une utilisation civile. Il demande au gouvernement iranien de suspendre de manière permanente l'enrichissement de l'uranium. Les députés soutiennent les efforts faits de la troïka pour arriver à une solution diplomatique et demandent au gouvernement américain d'y souscrire également.

Les députés s'inquiètent également de la déclaration de Corée du Nord selon laquelle elle possède des armes nucléaires. Ils l'invitent à reprendre les négociations en vue d'un règlement pacifique de la crise. Le Parlement préconise la reprise de l'approvisionnement de fuel lourd en échange du gel effectif de l'installation de Yongbyon et demande au Conseil et à la Commission de fournir l'aide financière correspondante.